



L'humanitarisme d'Obama sert de façade aux objectifs stratégiques de l'État profond US : le cas de la Syrie

Par [Elizabeth Woodworth](#)

Mondialisation.ca, 25 juin 2013

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)
Analyses: [SYRIE](#)

Le vaste programme d'espionnage PRISM de la NSA récemment révélé par le lanceur d'alertes Edward Snowden, qui aurait débuté dès février 2001, soit six mois avant le 11/9, pourrait-il expliquer en partie l'uniformisation du positionnement des grands médias américains, voire occidentaux, sur les attentats terroristes de New York et Washington ? A-t-il permis de fournir à certains les moyens indiscrets de faire pression sur les personnages clefs du monde journalistique, politique, judiciaire US, et d'établir cette hallucinante « voix unique » sur les grands enjeux de notre époque, dont le 11/9, mais aussi le cas du président syrien Bashar al-Assad, font partie ? Voici l'analyse qu'en donne la co-fondatrice (avec David Ray Griffin) du [9/11 Consensus](#).

Cet article étudie les liens entre les différentes interventions étrangères en Syrie, le programme de surveillance généralisé de la NSA dévoilé récemment, et toute la série d'événements qui débute par les nouveaux programmes [de surveillance] de la NSA en février 2001 - six mois avant le 11-Septembre. Ces liens sont tout à fait révélateurs.

À la mi-juin 2013, l'administration Obama a annoncé qu'elle allait armer les rebelles qui se battent contre le gouvernement syrien, expliquant que le régime de Bashar al-Assad avait « franchi la ligne rouge » en utilisant des armes chimiques - qui auraient, selon certaines estimations, fait entre 100 et 150 victimes parmi les rebelles.[1]

Mais ce que l'on ne nous dit pas, c'est qui est Bashar al-Assad, pas plus qu'on ne lui donne la parole dans les médias américains.

Assad est un médecin à la personnalité plutôt affable, diplômé à Damas en 1988, qui a par la suite suivi une formation de quatre ans en ophtalmologie à Londres. Lorsque son père, le président syrien Hafez al-Assad, meurt en 2000, Bashar est à son tour élu président par une large majorité de la population, et est largement réélu en 2007.

Les médias de masse ne nous expliquent pas qui est l'homme qui se cache derrière le président Bashar al-Assad.

Il est marié à Asma al-Assad, née à Londres et qui a suivi une éducation toute britannique

avant de travailler dans une grande banque d'investissement. « Elle a été décorée de la médaille d'Or de la République italienne pour son œuvre humanitaire en 2008, et a reçu un diplôme d'honneur en archéologie de l'Université La Sapienza à Rome. »[2]

Bien que ses interviews par des journalistes indépendants montrent un Bashar al-Assad poli, rationnel, affable et parlant couramment l'anglais, il n'apparaît pratiquement jamais sur les grandes chaînes de télévision US.

Dans ce contexte, il est assez émouvant de regarder son interview de 18 minutes faite par le reporter allemand Jürgen Todenhöfe et datant de juillet 2012, et d'entendre la description qu'il fait des rebelles soutenus par l'étranger, et dont la violence a provoqué la mort de milliers de Syriens qui soutenaient l'État syrien.[3]

De même, il faut écouter son interview de cinq minutes par le Sunday Times, faite le 3 mars dernier, où il explique que tant que les Britanniques fourniront des armes aux rebelles pour sauver la Syrie de la « dictature répressive », « les pyromanes ne pourront pas être considérés comme des pompiers. »

Lors d'une récente interview à la télévision allemande, Bashar al-Assad (dont nous savons qu'il est médecin) évoque le sujet controversé des armes chimiques – qualifiées d' « armes de destruction massive » – dans les combats au sol. Il poursuit en expliquant que l'aide financière extérieure reçue par les rebelles ne fait que « mettre de l'huile sur le feu. » [4]

De fait, Aron Lund, un observateur suédois de l'opposition syrienne, a dressé la liste d'une dizaine de groupes rebelles, dont les plus importants sont financés par l'Occident, les États du Golfe, ou encore la Turquie. L'armée syrienne libre forte de 80 000 hommes (aussi appelée « Conseil militaire suprême) « a été créée en décembre 2012 après que l'Occident et les États du Golfe eurent fait pression pour qu'elle devienne la branche militaire du groupe des exilés syriens, aussi appelée « Coalition nationale. »[5]

Pour comprendre pourquoi les médias occidentaux, sous l'influence écrasante du Pentagone, ont cherché à diaboliser M. Assad, le faisant passer pour un dangereux criminel assassinant son propre peuple,[6] il faut revenir à une entrevue de 2006 du Général Wesley Clark, ancien commandant suprême des Forces armées de l'OTAN en Europe (1997-2000).

S'exprimant le 2 mars 2007 face à Amy Goodman, de Democracy Now, Wesley Clark explique qu'environ dix jours après le 11-Septembre, il a rendu visite aux membres de son ancienne équipe au Pentagone. Ces derniers lui ont alors dit, à mots couverts, que les US s'apprêtaient à entrer en guerre contre l'Irak – pays qui n'avait pourtant, selon eux, aucun lien avec le 11/9 – et qu'ils ne connaissaient absolument pas les raisons de cette volonté guerrière.[7]

Quelques semaines plus tard, Wesley revint au Pentagone et apprit que les USA projetaient *d'envahir sept pays du Moyen-Orient dans les prochaines cinq années : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Somalie, le Soudan, la Libye et l'Iran. Il a ajouté : « S'il n'y avait pas de pétrole là-bas, ça serait comme pour l'Afrique. Personne ne menace d'intervenir en Afrique. »* [8]

Ces objectifs précoces de guerres d'invasion, qui selon Clarke auraient été avancés au lendemain du 11/9, soulèvent un certain nombre de questions au sujet des attaques à l'anthrax survenues le 18 septembre 2001.

Les lettres contenant les spores mortelles avaient été adressées, entre autres, aux sénateurs démocrates Tom Daschle (leader de la majorité démocrate au Sénat) et Patrick Leahy [fervents opposants au PATRIOT ACT – NdT]. Durant cette période de panique générale à Washington, le PATRIOT ACT, un document de 342 pages, fut promptement soumis au Congrès et approuvé le lendemain.[9]

Il a été amplement démontré depuis, que les spores extrêmement élaborées contenues dans les lettres à l'anthrax provenaient d'un laboratoire militaire US et étaient bien trop sophistiquées pour avoir été produites par un laboratoire non militaire ou par un individu isolé.

Mais si nous revenons au début du super-programme de surveillance de la NSA, que beaucoup placent souvent juste après le 11-Septembre, comme un avant-goût du PATRIOT ACT, nous allons voir qu'en réalité il a commencé en février 2001, quelques semaines après l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush.

M. William Binney, retraité de la NSA qui a passé 40 ans dans cette agence, explique que toutes les compagnies de télécommunications ont eu l'obligation à cette époque de collecter des données sur leurs clients. L'une de ces compagnies, Qwest Communications, a refusé d'obtempérer, et son PDG, Joe Nacchio, est toujours en prison pour de fausses accusations de délits d'initiés.[11]

M. Binney a bien insisté sur le fait que personne aux USA n'était à l'abri de ce programme. Même les juges étaient enregistrés à leur insu, et cela permettait de faire chanter n'importe qui, il suffisait de sortir quelques informations personnelles à leur sujet.[12] Les implications sont effrayantes. Combien d'élus ou d'officiels de l'administration ont été, ou peuvent être – ainsi menacés de chantage ?

Ainsi, le jour du 11 septembre 2001, l'« État profond » était armé et pouvait faire pression sur la population US d'une façon que Binney lui-même qualifie de « J. Edgar Hoover puissance 10 ».[13]

A partir de là, les médias grand public ont progressivement adopté la position US selon laquelle il fallait sauver les pays du Moyen-Orient ravagés par les guerres civiles causées par des dictatures répressives, au nom de critères humanitaires énoncés par les démocraties éclairées de l'Occident.

De fait, le correspondant Mark Hosenball de l'agence Reuters écrivait en août dernier que « le président Obama a signé un décret autorisant le soutien US aux rebelles dans le but de faire tomber le président syrien Bashar al-Assad et son gouvernement. »[14]

Le journaliste de Reuters poursuit : « De récents rapports sur la région indiquent que l'influence et le nombre de militants islamistes, dont certains sont liés à al-Qaïda ou à des organisations connexes, sont de plus en plus importants parmi les opposants à Assad. »[15]

Le 17 juin 2013, CNN confirmait la présence d'al-Qaïda :

Un analyste spécialiste de la région a déclaré à CNN que « les militants liés à al-Qaïda sont désormais les groupes terroristes les mieux armés sur le sol syrien, selon les propres termes employés officieusement par les agences de renseignement US et du Moyen-Orient. »[16]

En mai 2013, l'ancienne traductrice du FBI et célèbre lanceuse d'alertes Sibel Edmonds a

affirmé que « Ben Laden, ainsi que son lieutenant, numéro deux d'al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, avaient tous deux travaillé pour le gouvernement US pendant les trois mois qui ont suivi le 11-Septembre dans le but de coordonner la déstabilisation de la région du Caucase. »[18]

À la lumière des faits énoncés ci-dessus, liant al-Qaïda au gouvernement US, il est impératif de réexaminer le 11-Septembre, qui fut l'événement déclencheur de l'actuelle guerre contre la terreur.

En réalité, certains ont déjà commencé à faire ce nouvel examen du 11/9.

De nouvelles recherches factuelles sont menées par un groupe académique composé de 24 membres et dénommé le 9/11 Consensus Panel. [19] Celui-ci a développé 32 Points de Consensus remettant en cause les déclarations officielles sur la façon dont les choses se sont passées ce jour-là. Le Panel fait appel à un modèle standard d'évaluation d'indices très utilisé dans le milieu de la médecine, le but étant de fournir les éléments probants les plus solides à destination des médias et du public concernant la remise en cause de la version officielle du 11/9.

Les coûts gigantesques des guerres au Moyen-Orient, ajoutés à l'espionnage de plus en plus intrusif et généralisé des citoyens, devraient pousser tous ceux attachés à la démocratie à étudier ces éléments accablants mis en évidence par le 9/11 Consensus.

En ce qui concerne la Syrie, posons-nous la question : en quoi cela relève-t-il de la responsabilité des États-Unis d'intervenir dans une guerre civile interne à un pays souverain ?

Si le motif de l'intervention humanitaire est avancé, alors pourquoi cela ne fait-il pas l'objet d'une mission de maintien de la paix supervisée par les Nations-Unies ?

Elizabeth Woodworth

Article original en anglais :



[Obama's Humanitarianism as Window-Dressing for the US "Deep State" Agenda: The Case of Syria](#) By [Elizabeth Woodworth](#), 18 juin 2013

Traduction GV pour [ReOpen911](#)



Elizabeth Woodworth

Notes :

[1]“[Text: US Statement on Syria — Chemical Weapons](#),” ABC News, June 14, 2013. Pour remettre en perspective cette “ligne rouge”, rappelons que 443,000 décès dus au tabac pourraient être évités aux États-Unis, “[Tobacco Use: Targeting the Nation’s Leading Killer at a Glance](#), 2011,” Centers for Disease Control and Prevention.

[2]“[Asma al-Assad: Syria’s first lady](#),” ABC News Australia, 21 mars 2012.

[3]“Syria’s President Bashar al Assad gives [Interview](#) to German Television”.

[4] “German television [interviews](#) the Syrian President, Bashar al-Assad,” 20 février 2013,

[5]“[Freedom Fighters? Cannibals? The Truth about Syria’s Rebels](#), The Independent, 17 juin 2013. “M. Lund est un contributeur régulier du Swedish Institute for International Affairs. Il est considéré comme l’un des meilleurs spécialistes de l’opposition syrienne.”

[6]Google Images montre bien qu’à ce jour, l’Occident n’est pas parvenu à capturer une seule photographie déplaisante d’un Bashar al-Assad énervé. Cet homme demeure affable et patient en toute circonstance.

[7]“[General Wesley Clark: Wars Were Planned — Seven Countries In Five Years](#)”. [Sous-titré par ReOpen911](#)

[8] Ibid.

[9] The PATRIOT ACT est disponible à [cette adresse](#).

[10] Edward Jay Epstein, “[The Anthrax Attacks Remain Unsolved](#),” Wall Street Journal, 24 janvier 2010.

[11] [Interview de William Binney](#) : “Inside the NSA’s Domestic Surveillance Apparatus: Whistleblower William Binney Speaks Out,” Democracy Now, 10 juin 2013, et Dave Hodges, “[Before Edward Snowden, There Was Joseph Nacchio](#),” The Common Sense Show, 13 juin 2013.

[12] Binnie, Ibid.

[13] Ibid.

[14] "[Exclusive: Obama authorizes secret U.S. support for Syrian rebels](#)," Reuters, 1er août 2012.

[15] Ibid.

[16] Barbara Starr, "[Analyst: Al Qaeda Affiliate in Syria now Best-Equipped of the Group](#)," CNN, 17 juin 2013.

[17] La crédibilité de Sibel Edmond est confirmée par [la lettre de 2002](#) adressée au Comité US de supervision des réformes.

[18] "[Report: U.S. Government and NATO Worked with Bin Laden and His Top Lieutenant 3 Months AFTER 9/11](#)," Washington's Blog, 2 mai 2013.

[19] Voir : <http://www.consensus911.org/fr>. Et plus particulièrement les pages concernant [la Méthodologie du 9/11 Consensus Panel](#), [sa constitution](#) et [ses membres d'honneur](#).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Elizabeth Woodworth](#), Mondialisation.ca, 2013

Articles Par : [Elizabeth Woodworth](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca